

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
pris en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, à  
l'encontre de la SARL ETS BEN JOSEPH, exploitant une carrière de granite lieu-  
dit Carauce sur le territoire de la commune de Burlats**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 26 mai 2023 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2016 autorisant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension d'une carrière de granite située lieu-dit Carauce sur le territoire de la commune de Burlats ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 19 avril 2023 ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;
- Vu** l'article AP 3 de l'arrêté d'autorisation susvisé du 3 novembre 2016 qui dispose : *Les eaux de ruissellement des zones en exploitation du site ainsi que celle des pistes de l'exploitation sont dirigées vers un ou plusieurs bassins d'orage qui sont dimensionnés a minima pour une pluie d'occurrence décennale. La capacité de chacun d'eux est ajustée au fur et à mesure de l'exploitation. Un bassin permettant la décantation des eaux avant leur rejet dans le milieu naturel est aménagé de telle sorte à garantir la qualité des eaux conforme à l'article PP 3 (cf Annexe 4) ;*
- Vu** l'article PP 3 de l'arrêté d'autorisation susvisé du 3 novembre 2016 qui dispose : *Il n'existe aucun rejet direct des eaux dans le milieu naturel sans traitement par décantation. Les eaux de ruissellement provenant de la carrière sont orientées vers des bassins de rétention et de décantation prévus à cet effet tels que prévus par la prescription AP 3. Ils sont dimensionnés afin de respecter les prescriptions de rejet dans le milieu naturel. Le point de rejet est la surverse du bassin n° 6 (annexe 4). Des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel sont effectuées, au moins tous les ans, aux frais de l'exploitant, par un laboratoire agréé, au niveau de tous les exutoires, et à chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande ;*

**Considérant** que, l'exploitant ne respecte les prescriptions de gestion des eaux superficielles de l'arrêté d'autorisation susvisé du 3 novembre 2016 ;

**Considérant** que, l'exploitant ne réalise pas d'analyses annuelles des eaux rejetées dans le milieu naturel ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement de mettre en demeure la SARL ETS BEN JOSEPH de respecter les dispositions des articles AP 3, PP 3 et de l'annexe 4 « Gestion des eaux superficielles » de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 3 novembre 2016 ;

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La Société SARL ETS BEN JOSEPH, domiciliée Espace du Sidobre Activité, 173 avenue du Sidobre – 81100 Castres, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles AP 3, PP 3 et de l'annexe 4 « Gestion des eaux superficielles » de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 3 novembre 2016, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.

### **Article 2**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu à cet article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **Article 3**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

### **Article 4**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Burlats en vue de l'information des tiers.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Burlats.

Fait à Albi le

**28 JUIN 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,

  
François PROISY